

Non à la violence faite aux filles en milieu scolaire

Une analyse transnationale du changement au Kenya, au Ghana et au Mozambique

RÉSUMÉ

ACTIONAID INTERNATIONAL, OCTOBRE 2013



RÉSUMÉ

Des évaluations récentes des interventions réussies, qui visaient à s'attaquer à la violence faite aux filles, ont conclu que la base de données probantes est limitée et qu'il existe un besoin évident de recherche solide ayant pour objectif d'éclairer ces interventions. La présente étude est l'une des premières tentatives mondiales destinées à combler ce déficit de connaissances.



Elle procède à l'analyse de l'influence d'une intervention à plusieurs niveaux, à savoir le projet quinquennal (2008-2013) d'ActionAid dénommé « Non à la violence faite aux filles en milieu scolaire », financé par le Big Lottery Fund du Royaume-Uni. Ce rapport présente une évaluation transnationale des conclusions découlant des études en bout de ligne réalisées dans trois districts au Kenya, au Ghana et au Mozambique dans le cadre du projet « Non à la violence faite aux filles en milieu scolaire ». L'étude visait à évaluer le changement intervenu au cours du projet et à examiner les implications des interventions futures relatives à la violence sexospécifique au sein des écoles et des communautés. Le questionnaire qui a guidé l'étude se présente comme ci-après:

1. En quoi les expériences de scolarisation des filles ont-elles changé depuis 2009? Y-a-t-il eu des changements au niveau des tendances d'inscription, d'achèvement de scolarité et de rendement scolaire dans les écoles couvertes par le projet ainsi que dans les relations sexospécifiques au sein des écoles? Comment peut-on rendre compte des changements et garantir leur durabilité?
2. Depuis 2009, des changements ont-ils été notés dans les attitudes face à la violence et aux inégalités? Comment ces attitudes se sont-elles manifestées dans les relations quotidiennes? En quoi celles-ci sont-elles liées au contexte politique, social et économique? Comment celles-ci sont-elles liées à l'intervention?
3. Y-a-t-il eu des changements au niveau des schémas de violence que les filles subissent dans les écoles, les domiciles et les communautés ainsi qu'au niveau de leurs réactions face à la violence? Comment l'intervention a-t-elle influencé les changements?
4. En quoi les cadres juridiques et politiques ont-ils changé? Comment les politiques et les lois ont-elles été promulguées au niveau local, particulièrement par rapport aux systèmes de protection formels et informels? Comment l'intervention a-t-elle influencé les changements?

La recherche a été guidée par un cadre conceptuel qui souligne à quel point, afin de comprendre les schémas de la violence à l'égard des filles, il importe de ne pas considérer que les actes de violence et leurs auteurs et victimes individuels, mais de prendre aussi en compte les interactions dans les écoles, les familles et les communautés environnantes qui sous-tendent ces actes ainsi que les dispositifs institutionnels inéquitables qui perpétuent la violence. En 2013, des données ont été recueillies dans 13 écoles primaires et communautés au Ghana, 15 au Kenya et 14 au Mozambique. Si l'ensemble des trois zones du projet enregistre des niveaux élevés de pauvreté, les communautés au Ghana et au Kenya sont principalement rurales et se trouvent dans des zones reculées tandis qu'au Mozambique, elles sont proches d'un centre périurbain. Au total 2739 personnes interrogées ont participé à l'étude finale, y compris des filles et des garçons, des enseignants et des chefs d'établissement, des parents, des membres de Comité de Gestion des écoles (COGES), des chefs religieux et de communauté et, des responsables de groupes de femmes, des responsables de l'éducation au niveau des districts, des responsables de la santé et des agents de police au niveau des districts. L'étude a utilisé une combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives y compris des données qualitatives longitudinales recueillies dans quatre écoles et communautés dans chaque pays. Des comparaisons avec des données de référence collectées en 2009 ont permis une solide analyse du changement. La recherche a été menée par des instituts de recherche dans chaque pays (voir rapport complet).





Conclusions clés :

a) Expériences, attitudes et réactions des filles face à la violence, à la question du genre et à l'inégalité

Il a été noté de nombreux changements dans la façon dont les filles, les garçons, leurs enseignants, leurs familles et leurs communautés vivent, préviennent la violence et y réagissent. Toutefois, le changement a été irrégulier et en 2013 la violence à l'égard des filles demeure répandue avec 83% de filles au Ghana, 90% au Kenya et 80% au Mozambique déclarant qu'elles ont vécu certaines formes de violence au cours des 12 mois écoulés. La mesure des effets de l'intervention par les réductions des niveaux de violence est, toutefois, problématique eu égard à la probabilité qu'une intervention accroisse la confiance des jeunes pour leur permettre de reconnaître et de parler de la violence qu'ils subissent. L'irrégularité du changement dans le cadre du présent projet laisse penser que les raisons sous-tendant la violence sont complexes et que le projet n'a pas encore eu un impact uniforme.

Dans les trois pays, les filles vivant dans les zones urbaines sont plus susceptibles de s'exprimer sur les violences sexuelles subies au cours des 12 mois écoulés que celles vivant dans les régions plus reculées. Par ailleurs, au Kenya et au Mozambique, les filles vivant dans les zones rurales reculées sont plus susceptibles de confier qu'elles ont été victimes de violence physique que celles vivant dans les villes. Les rapports entre la pauvreté, la violence et les normes sexospécifiques sont loin d'être simples et il n'existe pas de preuve que les plus pauvres ou les plus marginalisés sont plus susceptibles d'accepter et d'intérioriser les inconvénients ou s'y accommoder.

Des changements positifs ont été enregistrés au niveau des connaissances et des attitudes des filles face à la problématique du genre, aux droits et à la violence dans les trois districts couverts par le projet. Les filles au Ghana, en particulier, au Mozambique, sont plus susceptibles de confier à une personne donnée leurs expériences en matière de violence, à l'inverse du Kenya.

Les caractéristiques de la modernisation au Mozambique ont un double effet sur la violence sexuelle. D'une part, avec le nombre élevé de travailleurs migrants qu'enregistre le pays, il est attesté qu'il existe des risques sexuels accrus dans les relations précaires des filles avec des hommes plus âgés. D'autre part, le contexte périurbain donne un meilleur accès aux services, aux réseaux plus vastes d'information et de communication sur la sexualité et les relations ainsi qu'à des points de vue moins conservateurs sur la sexualité des adolescents. Désormais, les filles au Mozambique se sentent plus en confiance pour s'exprimer ouvertement sur la question de la violence.

Dans l'ensemble des trois pays, les clubs de filles ont eu des effets positifs sur les connaissances, l'assurance, les attitudes et les pratiques des filles en termes de gestion de la violence et de l'inégalité.

Lorsqu'ils servent également de tremplin pour des discussions ouvertes éventuelles sur l'intimité, ces clubs peuvent être plus efficaces en ce sens qu'ils permettent aux filles de rompre le silence sur les tabous entourant la sexualité et la violence sexuelle et changer leurs propres pratiques d'établissement de rapports. Ces discussions peuvent s'avérer particulièrement difficiles dans des contextes reculés, ruraux marqués par des normes sexospécifiques conservatrices. Dans un contexte où les attitudes connaissent déjà un changement en raison de liens étroits avec les centres urbains, les réseaux de communication plus vastes et de la migration, comme c'est le cas au Mozambique, il est possible de renforcer le potentiel d'une ONG à soutenir des filles négociant plus de marge de manœuvre en ce qui concerne la gestion de la sexualité et de la violence.

Les clubs de garçons s'avèrent prometteurs en ce qui concerne le travail avec les garçons portant sur la lutte contre la violence à l'égard des garçons et l'analyse critique de ce que signifie être un garçon ou un homme, les liens avec la violence à l'égard des filles et les alternatives connexes.

b) Attitudes, connaissances et pratiques changeantes au sein des familles et des communautés

Certains changements ont été influencés par des événements survenus en dehors du projet, notamment des sécheresses, des inondations et, au Kenya, suite à l'horrible conflit survenu. Ces changements ont également été influencés par des crises personnelles et des perturbations familiales, notamment des deuils, un conflit parental et une perte des moyens de subsistance. Quelquefois, il a été enregistré des effets d'entraînement inattendus découlant du projet lorsque, par exemple, l'assurance renforcée des filles s'est traduite par la capacité des mères à s'élever contre la violence et l'inégalité fondée sur les sexospécificités.

Des éléments de preuves convaincants font état de ce que le projet a eu une influence sur la dynamique familiale dans les communautés couvertes par le projet. En travaillant en tandem avec les campagnes concertées sur l'Éducation pour tous (EPT), les organisations à base communautaire (OBC) et les organisations de la société civile (OSC), le projet a contribué à une mutation de la division du travail selon les sexes en ce qui concerne les enfants et à un renforcement de la prise de conscience par les filles de leur droit à l'instruction. Dans certaines familles, des messages contre les châtements corporels à l'école sont intégrés petit à petit dans l'éducation au sein de la famille.

Toutefois, les normes sexospécifiques, notamment la soumission des femmes, persistent encore. Le domaine où l'intervention du projet a été la plus difficile et a souvent été en butte à des hostilités, a été l'implication dans des discussions au sein des communautés au



sujet de la sexualité et des relations des adolescents. Le projet s'est avéré particulièrement efficace lorsqu'il a noué des alliances avec les organisations à base communautaire, notamment des groupes locaux de femmes, permettant ainsi l'ouverture de discussions sur des questions sensibles à travers tous les différents espaces et sites où des désaccords prévalaient. Si l'engagement de la communauté a constitué une dimension solide du projet, les perspectives variantes signalent aussi bien le problème et la nécessité de la discussion avec les parents et de l'obtention de leur soutien ainsi que celui de la communauté en général, en particulier les hommes, parallèlement au travail intense avec les filles.

c) Changements dans les écoles en tant que cadres pour relever le défi de l'inégalité entre les sexes et la violence sexospécifique

Au cours des cinq années qu'a duré le projet, des changements notables ont été enregistrés dans les écoles couvertes par le projet. La scolarisation des filles s'est accrue de 10 % au Mozambique, de 17 % au Kenya et de 14 % au Ghana. Les enseignants et les enfants perçoivent une hausse significative de la participation des élèves et de l'égalité entre les sexes dans les processus en salle de classe. Qui plus est, il a été noté un renforcement des connaissances et une amélioration des attitudes à l'égard du genre et de la violence. On peut imputer bon nombre de ces changements aux interventions du projet, en particulier la formation ciblant les écoles, ainsi qu'à la façon dont les clubs de filles pourraient être en train de modifier les schémas d'interaction entre les élèves et les enseignants. Des changements sont également notables dans le contexte éducatif plus large. Au Ghana, bien que le district ait des pratiques conservatrices en termes de normes sexospécifiques, le secteur éducatif est le catalyseur des changements qui ont un impact manifeste, par exemple, sur l'accessibilité au premier cycle des écoles secondaires.

Toutefois, l'amélioration de l'accès n'a pas toujours une incidence sur les questions de qualité et d'égalité à l'école. Dans certains contextes, bien que l'on ait moins souvent recours à la bastonnade, elle a été remplacée par d'autres formes de punitions sévères telles que la mise à genoux ou l'accroupissement pendant de longues périodes. Certes, l'on note une résistance accrue aux châtiments corporels et des preuves que ces pratiques sont en train de changer, en particulier au Mozambique. Toutefois, dans l'ensemble des trois pays, les

enseignants manquent encore de connaissances et de capacités pouvant leur permettre d'utiliser des formes alternatives de discipline positive. En cela, la persistance des mauvaises conditions d'exercice de leur fonction d'enseignant entrave le changement. Les domaines où il a été le plus difficile d'opérer des changements sont ceux qui menacent les normes relatives à l'éducation des enfants, au genre et à la sexualité.

Certes la formation en cours d'emploi a été efficace pour influencer les connaissances des enseignants, mais une attention plus accrue s'avère nécessaire pour institutionnaliser le changement au niveau des structures et des pratiques scolaires, notamment en ce qui concerne le travail de planification et d'élaboration de politiques avec tous les membres des communautés scolaires et, ce, avec le soutien des responsables de l'éducation au niveau des districts, des ministères de l'éducation, des écoles normales et des syndicats d'enseignants. L'existence d'écoles tenant compte des sexospécificités et propices au plein épanouissement des enfants requiert également qu'une attention soit accordée aux conditions dans lesquelles se déroulent l'enseignement et l'apprentissage et aux manières dont les enfants continuent d'être dans l'incapacité d'accéder aux stades plus avancés de l'enseignement.

d) Promulgation de textes juridiques et adoption de politiques sur la violence à l'égard des filles: d'un niveau national à un niveau local

Le travail du projet au niveau national démontre l'importance de la création de coalitions qui s'attèlent à influencer les gouvernements. Il convient à cet effet d'indiquer que des améliorations ont été notées au niveau de l'attention accordée aux questions relatives à la violence à l'égard des filles au sein des gouvernements nationaux et des médias ; et ce, grâce en partie, au travail de plaidoyer du projet. Dans chaque pays, ce travail a contribué à renforcer les cadres juridiques et stratégiques relatifs à la violence à l'égard des filles, bien que les progrès aient été irréguliers.

Au niveau des communautés, il a également été noté un renforcement des connaissances sur les processus de protection des enfants de même qu'un renforcement des structures à base communautaire assurant la coordination entre les systèmes judiciaires informels et formels.



Au Mozambique, on note des aboutissements améliorés pour les filles en proie à la violence extrême et ce, lorsque le cadre périurbain offre un accès aisé aux services, bien que ces indications soient moins évidentes dans certaines des communautés les plus reculées. L'assurance plus grande avec laquelle les filles s'expriment ouvertement dans ce contexte au sujet de la violence signifie qu'elles sont un peu moins inhibées - par la pression liée au fait d'éviter d'attirer la honte sur la communauté - que les filles vivant dans les contextes plus ruraux du Ghana et du Kenya. Toutefois, à l'évidence, il existe encore des faiblesses au niveau des systèmes de protection formels dans l'ensemble des trois pays.

Conclusion

Le caractère multidimensionnel du projet a permis d'opérer avec succès un changement à bien des niveaux. Les clubs de filles ont eu un effet positif sur les connaissances, la confiance, les attitudes et pratiques des filles en termes de gestion de la violence et de l'inégalité et ceux des garçons ont commencé à se révéler prometteurs quant à la réalisation d'un travail similaire auprès des garçons. Les discussions avec les parents dans les communautés ont amené les mères et les pères à réfléchir et à discuter des rôles et des normes liés à chacun des sexes, influençant dans certains cas la dynamique familiale et allégeant le poids du travail pour les filles. Le travail entrepris dans les écoles a influencé la gestion des écoles et les processus en salle de classe, en renforçant la participation des élèves et l'égalité des sexes. De nouvelles structures de protection des enfants au niveau communautaire ont renforcé le dialogue entre les systèmes juridiques formels et informels.

Toutefois, dans tous ces domaines, il subsiste des questions relatives à la durabilité au-delà du cycle de vie du projet. Le travail de plaidoyer visant à institutionnaliser les interventions a été mitigé et nos recommandations présentent dans les grandes lignes les actions proposées pour capitaliser les succès du projet, tirer des enseignements de ses faiblesses et combler notre déficit persistant de connaissances sur la façon de juguler la violence à l'égard des filles.

Recommandations

Interventions directes auprès des jeunes :

Clubs de filles: Les clubs de filles gérés par des mentors de sexe féminin formés peuvent être des espaces très importants pour l'autonomisation des filles. Ils peuvent servir de modèles positifs à suivre, et accroître la connaissance et la confiance pour dénoncer la violence et les inégalités plus générales. Les manuels des clubs de filles peuvent fournir des conseils efficaces sur la façon de gérer les clubs. Il est nécessaire d'effectuer davantage de recherches sur la façon de veiller à ce que les critères d'adhésion soient justes,

d'éviter l'élitisme, d'adapter les approches des clubs aux contextes locaux spécifiques (en ce qui concerne, en particulier, la gestion des sujets tabous sensibles, notamment le sexe et les relations sexuelles), de maintenir la motivation et le soutien des mentors, et sur les voies et moyens pour institutionnaliser les clubs dans la culture scolaire générale, plutôt que de les faire passer pour une intervention extérieure des ONG au sein des écoles.

Travail avec les garçons : Il est nécessaire d'effectuer davantage de recherches sur la violence faite aux garçons, notamment la violence sexuelle. Les clubs de garçons peuvent aider à combattre la violence subie par les garçons et analyser de manière critique ce que signifie le fait d'être un garçon ou un homme, les liens avec la violence faite aux filles et les alternatives. Certes, il importe que l'on offre aux garçons et aux filles des espaces distincts pour discuter de ces questions, mais il importe également de développer des mécanismes qui permettent aux garçons et aux filles de discuter ensemble des relations entre les sexes.

Non-scolarisation des filles : Souvent considérées comme faisant parties des communautés les plus marginalisées, les filles non scolarisées devraient être prises en compte par les projets, en écoutant et en répondant à leurs préoccupations, et en facilitant leur retour à l'école ou leur insertion dans des structures d'éducation alternative offrant des possibilités de formation et d'emploi.

Interventions auprès des écoles:

Lutte contre les châtiments corporels : Une législation interdisant les châtiments corporels, le renforcement de celle-ci sous forme de codes de conduite pour les enseignants et le soutien des syndicats d'enseignants, constituent des étapes importantes dans la réduction des châtiments corporels dans les écoles. Ces étapes doivent être renforcées par des interventions dans les écoles et des programmes de formation ciblant les enseignants qui portent sur les compétences en matière de gestion de la classe et des approches disciplinaires positives. L'implication des partenaires locaux dans l'élaboration de tels programmes de formation leur permettra d'aborder avec tact les normes et croyances concernant l'éducation des enfants.

Codes de conduite pour les enseignants : Les directives nationales doivent clairement énoncer les conduites acceptables et inacceptables et les sanctions qui s'imposent en cas de violation du code de conduite. Il importe de travailler en étroite collaboration avec les syndicats d'enseignants pour assurer une orientation et la mise en œuvre effectives du code. Les sanctions consistant à affecter les enseignants ayant eu des relations sexuelles avec des élèves dans d'autres écoles devraient prendre fin. Les codes de conduite devraient être distribués à tous les membres des communautés scolaires et aux élèves ; et les enseignants et les parents doivent être sensibilisés à leur contenu.



Éducation sexuelle et relationnelle : Les enseignants et le personnel du projet devraient recevoir une formation et un appui sur la façon d'aborder les questions relatives au sexe et aux relations. Certes, le fait de fournir des directives dans les programmes sera très utile, mais le personnel aura besoin d'un appui sur la façon d'aborder des questions telles que les relations sexuelles sûres et saines dans des contextes où il existe des tabous sur la sexualité des adolescents. Le programme doit établir des liens avec des discussions plus étendues sur les notions de masculinité et de féminité et nouer des relations dans le sens du travail au sein des communautés (par exemple, travailler avec les chefs traditionnels sur les normes culturelles liées au genre et à la sexualité). Les jeunes doivent avoir accès à des méthodes de contraception sûres et légales.

Renforcement des infrastructures scolaires : Les gouvernements doivent veiller à ce que les écoles soient des espaces sécurisés, dotés de bâtiments solides, de bureaux et de chaises, de toilettes unisexes bénéficiant d'une adduction d'eau courante, de manuels et d'autres matériels didactiques.

Dotation en enseignants : Les gouvernements doivent veiller à ce que les écoles soient dotées d'un nombre suffisant d'enseignants de sexe masculin et féminin formés afin d'éviter les salles de classes en sureffectif. Dans les zones rurales, ceci implique le fait de s'attaquer aux conditions de travail et de vie qui réduisent la motivation des enseignants. La présence d'enseignants de sexe féminin dans toutes les écoles peut rassurer les filles, bien que les enseignants de sexe masculin et féminin devraient tous être formés à acquérir des compétences qui leur permettraient de prodiguer des conseils à leurs élèves et de les accompagner.

Formation et appui aux enseignants : La formation continue est un moyen efficace de renforcer les connaissances et de changer les attitudes vis-à-vis du sexe et de la violence ; et pour s'assurer que cet élan conduise au changement de comportement, il est nécessaire d'apporter un appui continu aux enseignants et aux membres du COGES et de travailler également avec les organismes de formation des enseignants et les ministères de l'Éducation afin de renforcer la formation. Les mentors des clubs ou d'autres membres du personnel sélectionnés pourraient devenir des points focaux dans une école afin de lutter contre la violence sexiste. Les chefs d'établissement devraient être impliqués dans toutes les formations, lesquelles devraient inclure l'élaboration de plan d'action scolaires visant à intégrer l'apprentissage dans la pratique scolaire. Un processus d'appui au contrôle et au suivi est nécessaire pour s'assurer que l'apprentissage soit institutionnalisé.

Institutionnalisation des interventions dans les écoles : Des approches scolaires globales pourraient s'avérer plus efficaces dans la lutte contre la violence sexiste à travers le renforcement des processus de création de classes accueillantes pour les enfants qui tiennent compte du genre, la formation continue, le travail avec la

direction des écoles et les communautés scolaires au sens plus large. Pour s'assurer que l'on ne perde de vue des questions spécifiques sur la violence dans l'utilisation de cette approche, il faudrait élaborer des résultats et des indicateurs spécifiques et suivre attentivement les progrès réalisés. Le fait de travailler en partenariat avec les responsables de l'éducation dans le district et les organismes de formation des enseignants, ainsi qu'avec les ministères de tutelle au niveau national, peut renforcer lesdites approches.

Enseignement secondaire : Les gouvernements devraient assurer la gratuité de l'école au niveau secondaire ; ils devraient supprimer les systèmes d'examen qui empêchent les filles et les garçons d'accéder à ce niveau d'étude et développer des initiatives visant à permettre aux filles issues de familles démunies de poursuivre leurs études. Les projets devraient s'étendre à l'enseignement primaire et secondaire afin de permettre au travail auprès des filles sur la violence et le genre d'être soutenu dans toutes les phases éducatives.

Soutien aux écolières enceintes et aux mères adolescentes : Les politiques de réintégration scolaire doivent être accompagnées par un soutien matériel accordé aux filles et à leurs familles, une formation ciblant les écoles sur la création d'environnements favorables aux filles. La recherche des points de vue des filles sera essentielle à l'identification de leurs propres besoins.

Interventions auprès des familles et des communautés :

Implication des familles : L'initiation de dialogues avec les parents et les éducateurs à travers les cercles Reflect, des discussions à l'école et dans les familles et des visites à domicile peuvent aider les parents à réfléchir sur la dynamique entre les sexes et la violence au sein de la famille et à les renégocier. Ces initiatives peuvent aider les parents à lutter efficacement contre la violence et encourager les filles à avoir des relations protégées et dépourvues de toute violence. Ces opportunités sont particulièrement essentielles au renforcement du travail direct avec les filles dans les clubs, permettent aux parents de se sentir impliqués et permettent aux filles de se sentir soutenues lors des discussions portant sur des sujets sensibles dans les familles.

Partenariats avec les organisations à base communautaire :

Le fait de travailler en collaboration avec des groupes constitués de femmes au niveau plan local et les organisations de défense des droits de l'enfant peut permettre d'obtenir le soutien de la communauté, de renforcer les impacts des interventions et d'accroître leur durabilité. Ces relations peuvent s'avérer particulièrement importantes lorsque l'on engage des discussions sur des questions sensibles, telles celles concernant les châtiments corporels et les relations sexuelles chez les adolescents, lesquelles se tiendront dans différents domaines de désaccord et de discorde, lorsque l'on compte obtenir le soutien des parents et de l'ensemble de la communauté, en particulier les hommes, en plus du travail



intensif auprès des filles.

Mobilisation des chefs traditionnels et religieux : le fait de travailler avec les leaders d'opinion, notamment les chefs traditionnels et religieux peut s'avérer une stratégie efficace pour susciter l'adhésion et l'appui à la promotion de l'égalité des sexes et lutter contre la violence.

Aborder les valeurs et croyances : Il importe de combiner le travail qui met l'accent sur la connaissance des droits et l'application des lois au sein des communautés avec le travail qui prône davantage le dialogue avec différents groupes, qui aborde les valeurs et les croyances fondamentales sous-tendant les pratiques qui peuvent être néfastes pour les filles, et de construire des alliances au sein des communautés pour le changement.

Mettre fin à la mutilation génitale féminine : Former des coalitions et nouer des alliances au sein des communautés peut encourager la discussion sur les droits coutumiers, juridiques, de santé sexuelle et en matière de MGF avec plusieurs membres de la communauté (les adultes de sexe masculin et féminin et les jeunes, les chefs religieux et traditionnels). Un travail circonspect s'avère nécessaire si l'on veut éviter de passer sous silence les pratiques et si l'on veut trouver des voies et moyens de discuter des questions difficiles concernant la sexualité féminine et le mariage des jeunes filles, et envisager l'utilisation d'autres rites de passage, en veillant à ce que les discussions avec les filles ne rappellent pas la souffrance causée par les MGF.

Relations sexuelles forcées, mariage précoce et échange sexuel : les interventions doivent être soigneusement conçues et adaptées aux contextes locaux. À titre d'exemple, dans les zones plus urbaines enregistrant des niveaux élevés de mobilité de la main d'œuvre, il est nécessaire de travailler avec les membres de la communauté sur la façon de lutter contre le harcèlement sexuel et les relations sexuelles forcées à l'aide de moyens matériels ; dans les zones rurales, le travail devrait nécessairement être axé sur l'accès aux services, à l'information et au soutien efficaces, en travaillant, notamment, avec les parents pour lutter contre la pratique du mariage forcé. Il est nécessaire d'établir un dialogue avec tous les groupes au sein des communautés afin d'explicitement les liens entre les idéaux de virilité et de féminité en relation avec la sexualité et la violence sexiste.

Systèmes de justice formels et informels : Constituer des groupes locaux de femmes et d'hommes formés aux questions relatives à la violence à l'égard des filles pourrait être un moyen efficace de renforcer l'accès et la coordination entre les systèmes de justice informels propres à la communauté et les services judiciaires et d'appui formels. Toutefois, ils ne devraient pas être perçus comme une alternative aux systèmes formels, notamment les dispensaires et les hôpitaux, la police et les services juridiques, qui doivent bénéficier d'un appui financier et d'une formation pour fournir des services efficaces et efficaces et des réponses multisectorielles à la violence.

Renforcement des systèmes formels de protection : les systèmes formels ont besoin d'une meilleure coordination et davantage d'investissements. Il est peut-être irréaliste qu'un projet d'une ONG comme celle-ci puisse être en mesure de mettre en place des systèmes formels dans le cadre d'un projet, mais les projets futurs pourraient se concentrer davantage sur cette possibilité en plaidant pour un meilleur financement et une meilleure coordination au niveau des ministères respectifs ou en nouant des partenariats avec des organismes multilatéraux ou bilatéraux qui peuvent être mieux placés pour consolider la structure.

Initiatives coordonnées de lutte contre la pauvreté et de gestion des crises : La fourniture d'eau courante et d'électricité peuvent permettre de réduire la charge de travail des femmes et d'accroître les possibilités d'études pour les enfants ; des systèmes de communication efficaces entre les organisations non gouvernementales et les organismes gouvernementaux sont nécessaires en cas de crise (tels que les conditions météorologiques extrêmes, les conflits) pour l'apport de réponse rapide. Un projet futur pourrait améliorer ses résultats en prenant attache avec la protection sociale et/ou en intégrant des plans d'amélioration des moyens de subsistance pour lutter contre la pauvreté.

Planification des interventions des ONG :

Conceptualisation de la violence : Pour lutter contre les actes de violence physique ou sexuelle, il est nécessaire de se pencher sur les interactions quotidiennes et les inégalités institutionnelles qui sont à la base de ces actes.

Interventions intégrées : Les projets qui combinent le travail auprès des filles, des garçons, des écoles, des communautés et des districts et le travail de plaidoyer national sont essentiels pour faire face au caractère multidimensionnel de la violence.

Approches de partenariats : Les projets qui impliquent plusieurs organisations sont essentiels à la fourniture d'interventions intégrées, mais ils sont très complexes et comportent des risques de conflits de priorités, de compréhension et de retards. Ces projets doivent être gérés de manière efficace et comporter des stratégies spécifiques élaborées pour assurer la coordination avec les partenaires, et renforcer les capacités nécessaires.

Création et renforcement des capacités : La complexité de ces projets regroupant plusieurs partenaires et pays implique qu'un temps de préparation suffisant avant le démarrage de la mise en œuvre du



Non à la violence faite aux filles en milieu scolaire:

Une analyse transnationale du changement au Kenya, au Ghana et au Mozambique

RÉSUMÉ

projet est essentiel pour susciter une compréhension commune, de bonnes relations, un engagement commun et des plans de mise en œuvre de projets qui traitent de questions sensibles et remettent en question les croyances profondément ancrées. Lors de la phase de conception et de démarrage du projet, il est nécessaire de procéder à l'élaboration de cadres conceptuels et à l'évaluation des capacités. L'intégration du renforcement des capacités dans la conception du projet peut favoriser leur planification et budgétisation effective et permettre également de s'assurer que les organisations sont réellement en mesure de proposer et de gérer des projets. Tout au long du projet, les opportunités répétées de discussion et de renforcement des capacités sur les concepts et les approches sont nécessaires.

Collaborations autour de l'éducation, de la santé et des droits des femmes : Les interventions doivent mettre l'accent sur les droits des filles à leur intégrité corporelle et sur leur droit à pouvoir prendre des décisions concernant leur propre corps. Ces interventions pourraient parfois rencontrer des obstacles dans des contextes où prévalent des codes moraux rigides concernant la sexualité. Les organisations qui militent contre la violence dans les écoles et en faveur de l'éducation des filles dans les secteurs de l'éducation et/ou la protection de l'enfant pourraient en apprendre davantage sur la façon de travailler efficacement avec les communautés sur la sexualité des adolescents, en nouant des partenariats avec des organisations travaillant sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents.

Base de données probantes solide fondée sur la recherche : Une base de données rigoureuse et complète est nécessaire pour renforcer les connaissances sur ce qui fonctionne. Elle devrait intégrer une base soigneusement planifiée et un module de recherche en fin de parcours et un système de suivi évaluation élaboré et approuvé par les partenaires au projet. Les mesures quantitatives devraient être

combinées avec des données qualitatives afin de créer une base de connaissances solide qui tient également compte du contexte. Les plans de mise en œuvre du projet doivent être guidés par les résultats de la recherche de base. Il est essentiel de prévoir un budget conséquent pour la recherche et le suivi évaluation.

Durée des projets : Cinq ans est une période minimale pour les projets visant des effets plus durables sur le genre et la violence, et, dix ans permettrait de faire des interventions plus durables. La recherche longitudinale est nécessaire pour renforcer les connaissances sur les processus de changement concernant le genre et les normes sexuelles et la violence.

Intensification : La base de données probantes élaborée à partir du travail de recherche et du projet sur le sexe, la violence et la scolarisation devrait faire l'objet d'une large diffusion en faisant en sorte que les politiques nationales et internationales s'appuient sur la base de données probantes fondées sur la recherche. Les approches efficaces, tels que les clubs de filles, devraient être renforcées par les gouvernements.

Agenda de développement post-2015 : Un engagement fort pour lutter contre la violence sexiste et pour la scolarisation adaptée aux enfants est essentiel dans l'Agenda international de développement post-2015, notamment la collecte de données désagrégées ventilées par sexe, ainsi que les objectifs de la lutte contre la violence sexiste dans les écoles et au sein des communautés. Dans le même temps, il importerait de ne pas recourir à des outils trop simplifiés pour mesurer la violence, mais de combiner des données quantitatives et qualitatives sur une série d'indicateurs, notamment la façon dont la violence est vécue, la façon de la prévenir et d'y faire face, et la façon dont elle est influencée par divers types de contextes.

Le rapport transnational est issu d'étude de fin projet et d'étude longitudinale coordonnées menées par des équipes de recherche au Kenya, au Ghana et au Mozambique, sous la coordination et l'apport technique de l'institut de l'Education - Dr Jenny Parkes et Jo Heslop de l'université de Londres.

Pour accéder à plus d'informations sur le projet Non à la Violence faite aux filles en milieu scolaire d'ActionAid ainsi qu'au rapport entier, allez à www.actionaid.org/what-we-do/education/stop-violence-against-girls-schools

Pour plus d'informations sur le projet, veuillez contacter:
victorine.djitrinou@actionaid.org

ActionAid International, Octobre 2013



ActionAid International est un partenariat unique entre des personnes qui luttent pour un monde meilleur – un monde sans pauvreté.

ActionAid International est enregistré sous la section 21A du Companies Act 1973

Numéro d'enregistrement 2004/007117/10

ActionAid
Postnet suite #248
Private Bag X31
Saxonwold 2132
Johannesburg
Afrique du Sud

Téléphone
+27 (0) 11 731 4500

Télécopie
+27 (0) 11 880 8082

Email
mail@actionaid.org

Site Web
www.actionaid.org